

# MÉMOIRE PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES

FÉVRIER 2020

## **1- AUGMENTER L'ENVELOPPE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DU CANADA.**

Lors du budget 2019, le Canada a manqué l'occasion d'entreprendre un réinvestissement en aide publique au développement (APD), réduisant son rapport avec le revenu national brut au triste record de 0,26%, la pire performance du Canada en 50 ans.

Les résultats de cette décision renouvelée de ne pas viser les 0,7%, cible fixée à l'international et recommandée par le Comité permanent des finances, place le Canada dans une position intenable alors que les inégalités mondiales ne cessent de croître et continueront de se creuser, notamment en raison des effets des changements climatiques.

Également, il s'agit d'une position politique risquée qui a des impacts sur l'image et la crédibilité du Canada sur la scène internationale, mettant en péril son accession à des sièges tels qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, où le Canada risque d'essuyer un deuxième échec en 10 ans. Comme l'explique la députée Hélène Laverdière, qui a servi dans les ambassades du Canada à Washington, à Dakar et à Santiago: « Parmi les facteurs qui jouent contre la candidature canadienne, [...] le Canada est « parmi les derniers de classe » en ce qui concerne l'aide au développement international, soit 0,26% du PIB alors que l'objectif devrait être de 0,7%. L'Irlande est à 0,35% tandis que la Norvège est à 1,1%. »

Le Carrefour de solidarité internationale presse donc le gouvernement de suivre la recommandation du Comité permanent des finances et d'**augmenter son aide publique au développement afin d'y consacrer 0,7 % du revenu national brut d'ici 2030.**

## **2- METTRE SUR PIED UN PROGRAMME DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE, OUVERT AUX INITIATIVES INNOVANTES ET NON DIRIGÉ, DÉPENDANT DU SECTEUR DES PARTENARIATS POUR L'INNOVATION DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT.**

Les changements climatiques ont des répercussions majeures, principalement pour les populations les plus appauvries. Parallèlement, le Canada, déjà grand producteur de GES, n'arrive pas à respecter les cibles de diminution prévues à l'accord de Paris. En ce sens, il porte une responsabilité envers les populations les plus vulnérables aux changements climatiques. Le Canada devrait donc s'assurer qu'une grande part de ses engagements financiers internationaux en la matière soient destinée à la coopération climatique internationale et qu'au minimum 50% de ces fonds soient réservés à des actions d'adaptation. Ces investissements vont de pair avec la Politique d'aide internationale féministe du Canada puisque les femmes sont les premières victimes des changements climatiques.

Les organisations de la société civile (OSC) font partie des acteurs à fort potentiel dans ce domaine, apportant une expérience précieuse, une collaboration égalitaire et de proximité avec les communautés ciblées et contribuant de manière efficace et innovante aux actions du Canada dans le monde. Le Canada devrait donc **mettre sur pied un programme de coopération climatique internationale, ouvert aux initiatives innovantes et non dirigé, dépendant du secteur des partenariats pour l'innovation dans le domaine du développement** afin de répondre à un des plus grands défis auxquels les populations les plus vulnérables auront à faire face.

### **3- DÉVELOPPER UN PROGRAMME DESTINÉ AUX PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS FINANÇANT LES INITIATIVES EN MOBILISATION DU PUBLIC CANADIEN.**

Afin que le Canada puisse jouer un rôle de leader dans les enjeux internationaux actuels et à venir, il est essentiel que les Canadiennes et Canadiens développent, dès le plus jeune âge, une ouverture à l'autre et au monde. Cette sensibilité est encouragée par des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et de mobilisation. Comme il est noté dans un récent appel à projet d'Affaires mondiales Canada, les activités de mobilisation du public permettent de "renforcer l'appui et la participation du Canada à l'égard de l'aide internationale, [...] de mieux comprendre les programmes [...] et les encourager à prendre des mesures afin de favoriser le changement."

Cet équilibre entre les actions de développement à l'étranger et les initiatives locales en mobilisation sont la fondation de la réussite des petites et moyennes organisations de coopération internationale. Malheureusement, les projets ne financent plus ce genre d'action, empêchant les organisations d'agir de manière systémique.

En ce sens, il est essentiel que le Canada **affecte un financement destiné aux petites et moyennes organisations afin d'encourager et favoriser le développement d'initiatives en mobilisation et en éducation du public canadien.**

1- La Presse, 31 janvier 2019, *Conseil de sécurité de l'ONU: le Canada en mauvaise posture.*

2- "[...] Chaque Canadien produit en moyenne 22 tonnes de gaz à effet de serre par an - l'émission la plus élevée de tous les membres du G20, et près de trois fois la moyenne, qui est de huit tonnes." - La Presse Canadienne, Le Canada cancre du G20 pour les émissions de GES, 14 novembre 2018.

3- Le Devoir, Les femmes sont les premières victimes des changements climatiques, 12 décembre 2017.